

Les Entretiens Eurafricains

Paris – 30 Septembre 2020

Regards croisés entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest face à la crise globale

Organisé par
ASCPE, la CADE et Le Forum des Diasporas africaines

En partenariat avec
EDF, Eiffage, Orange
Incub'Ivoir, Les Petits Stylos, ESIDELEC, 2iE, X-Sursaut, DrepAfrique
EURAFRIQUE 21 et Business Africa

SOUS EMBARGO

Problématique et questions pour le débat

La conférence s'inscrit dans le débat sur le « monde d'après », dont chacun espère qu'il sera différent. Rien n'est moins sûr, ou alors en pire tant la crise est profonde. Pour en sortir durablement, il faudra changer nos modes de vie et de pensée, nos comportements, ce qui est le plus difficile. C'est sans doute encore plus vrai dans des pays comme la France où la répartition des rôles entre les élites qui décident et les citoyens qui ont accepté de déléguer leur pouvoir contre leur protection, imprègne nos cultures et nos institutions. Par ailleurs, chacun va défendre ses convictions, ses pouvoirs et ses intérêts plus que jamais, et on peut craindre avec Dani Rodrik¹ qu'après le Covid, rien ne changera, car la

¹ Voir son article dans Les Echos : <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/le-covid-19-une-crise-qui-ne-va-rien-changer-1193461>

crise risque d'« amplifier au contraire les caractéristiques politiques dominantes de chacune des nations ».

Serons-nous capables de construire « un nouveau monde » ? Pour Patrick Artus, il faut se préparer à une phase de durcissement du capitalisme »²

Nous avons besoin de faire les bons diagnostics de la crise et de comprendre son vécu en Europe et en Afrique, différent selon leurs réalités socio-économiques, leurs traditions et cultures, et selon le rôle et les moyens des institutions.

Ce qui est sûr, c'est que la crise rebat les cartes de la mondialisation, et chaque Etat ou région cherche des réponses pour y faire face et en sortir. La crise sanitaire a précipité la crise du système capitaliste globalisé qui était en gestation³. Tous les pays sont sous pression pour relocaliser les productions chez eux, ce qui pose de redoutables problèmes d'organisation du travail et des chaînes de valeur à l'échelle mondiale.

Cette crise risque de frapper plus durement encore les pays d'Afrique avec la fermeture des frontières, aggraver la situation des habitants dont la majorité dépend du secteur informel, et amplifier les inégalités d'accès aux biens essentiels comme l'eau, l'électricité, l'éducation ou la santé⁴... Les systèmes de santé ne sont pas armés pour faire face au Covid-19⁵ et à son interaction avec les autres pandémies comme le palu, la drépanocytose ou la malnutrition qui touche encore de nombreux pays.

La chute des prix des matières premières, l'arrêt des échanges et ses conséquences en chaîne sur les productions locales provoquent des pertes évaluées entre 37 et 79 milliards de dollars selon la BAD – dont 5 dans le secteur agricole⁶. La diminution de l'argent de la diaspora (moins 35% en moyenne), la chute des investissements⁷ entraîneront une récession de 2,9% à 5% selon la

² Voir « Le grand entretien » dans les Echos des 4 et 5 septembre 2020.

³ Voir l'article de Philippe Herzog « Que doit faire l'Europe face à la nouvelle crise du système capitaliste globalisé » 2 septembre 2019.

⁴ Rappelons que 640 millions n'ont pas accès à l'électricité, la pénurie d'eau touche 40% de la population.

⁵ Voir l'état du système de santé en Afrique : <https://oecd-development-matters.org/2020/04/21/le-covid-19-en-afrique-comment-les-systemes-de-sante-peuvent-il-faire-face/> - Voir aussi les notes d'Armen Kagramanov, chargée d'études à ASCPE.

⁶ Les productions des noix de cajou, du cacao, des fleurs ou fruits et légumes, du café ont été stoppées du fait de l'arrêt des exportations.

⁷ Cf. Le Financial Times en mars 2020

Banque mondiale, alors que la population ne cesse de croître, menaçant la moitié des emplois et une augmentation de 50 millions de pauvres⁸.

Et pourtant, paradoxalement, les Africains gardent une plus grande confiance dans l'avenir et des jeunes font preuve de beaucoup d'innovations⁹ qu'il s'agit de valoriser, ainsi que les bonnes pratiques et les expériences positives.

Par ailleurs, une forte volonté s'exprime parmi les élites intellectuelles. Ainsi Kako Nubukpo plaide pour que la crise soit l'occasion de promouvoir de nouveaux modèles économiques : il propose de « profiter de ce choc systémique planétaire pour construire une voie de développement endogène », loin de ce qu'il appelle « la triple extraversion », réelle, monétaire et intellectuelle¹⁰.

Il n'est pas le seul. Papa Dembe Thiam appelle à « se réinventer » et propose à l'Afrique de « bâtir son économie sur ses propres forces¹¹ ». Et lors d'une conférence¹², Vera Songwe, Ibrahime Assane Mayaki, Jean-Luc Konan et Gilles Yabi se sont interrogés sur l'annulation de la dette africaine, une dette rappelons-le détenue essentiellement par la Chine, proposé de retourner les impacts de la crise en atouts, et souligné les conditions à réunir pour construire une croissance inclusive.

La crise nous a appris qu'on est plus liés qu'on ne le pensait, et il faudra « aller vers l'inconnu ensemble »¹³. Mais, ce qui frappe, c'est la différence des moyens mis en place entre l'Europe et l'Afrique !

En Europe, ils sont énormes avec des liquidités massives pour amortir les impacts d'une « économie à 90% », du chômage massif et des faillites, et éviter une récession encore plus grave. Entre le plan de relance de l'Union, ceux des Etats, qui s'ajoutent aux décisions de la BCE, ce sont des milliers de milliards d'euros ; cet emprunt nécessitera une augmentation du budget communautaire pour

⁸ https://www.lepoint.fr/afrique/l-afrique-face-au-covid-19-le-choc-economique-menace-03-04-2020-2369962_3826.php

⁹ <https://www.jeuneafrique.com/930757/economie/limpression-3d-en-premiere-ligne-dans-la-lutte-contre-le-coronavirus/>

¹⁰ Cf. Kako Nubukpo à RFI « Après le Covid-19, l'urgence de nouvelles politiques économiques africaines » - 6 mai 2020 – Voir aussi son interview [Pr Kako Nubukpo: « Le Covid-19 montre que les chaînes de valeur mondiales ne devraient pas être des chaînes de dépendance pour l'Afrique »](#)

¹¹ <https://www.letemps.ch/economie/papa-demba-thiam-covid19-devenir-une-chance-lafrique>

¹² Cf. La riposte africaine face au Covid-19 – Webinaire de La Tribune Afrique du 23 avril 2020.

¹³ Cf. Tiefing Sissoko, lors de la préparation des Entretiens Eurafricains.

offrir des garanties, ce qui est en discussion. On peut s'interroger sur leur utilisation et leur efficacité au niveau national et à l'échelle de l'UE, quand il manque de projets et que les investisseurs ne sont pas prêts à prendre des engagements à long terme face à une montagne de risques ; et alors que le débat public n'a pas lieu et que les priorités semblent pour le moins contradictoires, entre les aides sociales, les réformes de nos systèmes de santé, le soutien aux « champions industriels » et la transition écologique...

A cela s'ajoutent les énormes problèmes de gouvernance. Les sociétés doutent de l'UE, trop technocratique, et demandent toujours plus à leurs Etats qui ne savent plus anticiper. En Afrique, les pays connaissent de graves crises politiques alors que l'intégration des unions et marchés régionaux sont faibles, et la construction de la zone de libre-échange africaine est reportée.

La levée du moratoire de la dette africaine n'apportera pas un sou aux Etats et les droits de tirage spéciaux du FMI pour 200 milliards sont très insuffisants. En Afrique de l'Ouest, la Banque Centrale a pris des mesures pour contrer les effets néfastes de la pandémie du Covid-19 sur les économies de l'Union¹⁴ et a décidé d'accompagner les Etats membres dans l'émission de bons de Trésor "Bons Covid-19". Ne faut-il pas également étendre les capacités de financement des banques publiques de développement et créer des fonds de solidarité abondés par le public et le privé ? Celui-ci serait dédié au financement de projets d'infrastructures et de « biens communs » dans l'énergie, l'éducation, la santé. Par ailleurs, le secteur informel a besoin d'être soutenu avec de l'argent liquide, ce qui pourrait se faire par la création de monnaies locales et via l'utilisation de smartphones (le raccord avec la monnaie régionale devant être organisé).

L'Afrique devra bâtir sa nouvelle économie fondée sur ses biens communs, le développement des échanges intra-africains, et les coopérations qu'elle devra consolider avec les autres régions du monde. La Chine est sur les rangs¹⁵, mais

¹⁴ <https://www.bcea0.int/fr/communiqu0e-presse/communiqu0e-de-la-banque-centrale-des-etats-de-lafrique-de-louest-bcea00> . (Les bons « Covid-19 », d'une maturité de trois mois, seront émis sur le marché financier régional et serviront à faire face aux dépenses immédiates liées à la lutte contre la pandémie du Covid-19. La BCEAO procédera, avec le concours de l'Agence UMOA-Titres, à la structuration et à la programmation de ces émissions. Pour ce faire, un guichet spécial de refinancement à trois mois est ouvert par la BCEAO pour permettre aux banques de refinancer ces bons. Sur ce guichet spécial, les banques pourront ainsi avoir de la liquidité auprès de la banque centrale pour une maturité de trois mois, à un taux fixe de 2,50%).

¹⁵ Voir : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/21/en-afrique-la-chine-met-en-avant-ses-entreprises-dans-la-lutte-contre-le-covid-19_6040361_3212.html Voir aussi :

aussi plus modestement la Russie. Qu'en est-il de l'Europe ? Elle prépare le Sommet UE/UA et propose « des partenariats » dans cinq domaines¹⁶ : la transition écologique, le passage au numérique, la croissance durable et l'emploi, la paix et la gouvernance, la migration et les mobilités. Cette approche se veut « moins paternaliste » (selon les propres mots de la Commission !). Elle s'inscrit dans la suite des accords de Cotonou et l'échec des ACP, dans un contexte de refroidissement des relations au profit de la Chine, et du fait des dissymétries des intérêts (on achète les matières premières et on vend les produits finis).

Le plan Juncker prévoyait 44 milliards d'€ d'investissements qui « seraient prêts à être débloqués » selon la Commission, et le nouveau partenariat d'Ursula Von der Leyen représenterait 60 milliards dans le budget 2021-2027. Mais selon Emily Wogens, directrice Afrique du Mouvement ONE, rien n'est acquis dans le contexte complexe de la discussion budgétaire, et s'il y a des coupes à faire, elles menaceront selon elle les fonds destinés à l'Afrique. Par ailleurs, les critères d'attribution de fonds sont trop souvent européens sans tenir compte des réalités africaines...

Comment valoriser les projets africains et attirer les investisseurs ? L'Afrique est sortie du face à face avec l'Europe. Les relations économiques et de « partenariats » sont enclenchées depuis 20 ans avec la Chine et depuis 10 ans avec l'Inde, le Brésil, la Turquie, l'Arabie Saoudite, etc. En 2019, les USA aussi ont redéfini leurs politiques commerciale et d'« aide publique » avec l'Afrique. Le Maroc depuis 7 ans accélère ses relations avec l'Afrique subsaharienne et développe ses investissements. La question qui se pose c'est l'évaluation comparative de la qualité de ces différentes relations et leurs impacts réels, Afrique-Pays émergents, Afrique-Europe, Maroc et certains pays d'Afrique Subsaharienne.

Ces questions seront au cœur de la conférence qui se tiendra sur une demi-journée avec la volonté de croiser nos regards sur cette crise qui est globale mais se décline différemment selon qu'on est en Europe ou en Afrique.

<https://fr.blastingnews.com/international/2020/05/le-covid-19-bouscule-les-relations-entre-la-chine-et-le-continent-africain-003142183.html>

¹⁶ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_373

La conférence sera ouverte sur internet aux auditeurs qui auront envie de suivre les échanges et les débats feront l'objet d'une synthèse et de recommandations pour un renouvellement de nos relations dans la perspective d'un nouveau modèle de développement. Ils seront retranscrits dans un numéro spécial de *La Lettre des Entretiens Eurafricains*.

Elle sera suivie d'une séance de cinéma avec la projection du film « Malaria Business » de Bernard CRUTZEN en présence d'un représentant de « La Maison de l'Artémisia » (23 associations dans le monde).

Claude Fischer Herzog,

Paris le 10 septembre 2020

Déroulement/Questions/Intervenants¹⁷

La conférence se déroulera en deux temps :

Une table ronde de 9 heures à 10H30

Elle nous permettra de dresser un premier diagnostic de la crise globale et ses conséquences pour l'Europe et l'Afrique, de comparer les moyens mis en œuvre en Europe en Afrique pour y faire face et d'en mesurer l'efficacité, et de nous interroger sur l'opportunité que la crise représente pour changer nos modèles de croissance : aller vers la transformation du capitalisme en Europe, inventer de nouvelles relations permettant à l'Afrique de transformer ses matières premières sur place et créer une croissance plus inclusive, créer de nouveaux modes de gouvernance...

Deux poids deux mesures : injections massives de liquidités et endettement permanent en Europe, levée du moratoire de la dette et fonds de tirage spéciaux insuffisants en Afrique.... Les aides sociales en Europe peuvent-elles être pérennes ? Comment soutenir l'économie informelle en Afrique ? Que penser de la création de monnaies locales et leur articulation à la monnaie régionale...

L'Union européenne propose de bâtir un nouveau type de partenariat avec l'Afrique, et de lui consacrer 60 milliards dans son budget 2021-2027 : face aux désaccords des Etats membres sur le futur budget, peut-on envisager un

¹⁷ Les personnalités assorties d'une astérisque sont en cours de sollicitation.

dispositif parallèle associant des pays tiers comme la Chine, afin de renforcer les capacités de financement de l'Afrique pour réussir sa transition économique et son émergence dans la mondialisation ?

Les enjeux de gouvernance sont au cœur des questions pour une bonne gestion des ressources en Afrique. Comment sécuriser les recettes contre la corruption qui sévit et construire des systèmes démocratiques ? L'Europe est-elle un modèle ? Comment sortir de la délégation de pouvoirs et mieux associer les sociétés civiles aux choix collectifs et les préparer aux coopérations interrégionales ?

Echanges animés par **Claude FISCHER HERZOG**, directrice des Entretiens Eurafricains, avec **Abdou CISSE**, expert en Actuaire et Finance, directeur général de CISCO CONSULTING, **Malado KABA**, ancienne ministre de l'Economie et des Finances de Guinée, présidente de l'Autorité de régulation des services publics de l'électricité et de l'eau **Jean-Hervé LORENZI**, président du Club des économistes en France

Interventions/témoignages de 11 heures à 13 heures :

Nous nous interrogerons sur les politiques publiques mises en œuvre en Europe et en Afrique pour réduire les inégalités d'accès aux biens essentiels en particulier l'électricité, l'alimentation, l'éducation et le numérique, et la santé. Comment mettre ces biens communs au cœur des nouvelles coopérations entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest pour produire, pour nourrir, éduquer et soigner une population toujours plus nombreuse, valoriser les ressources et les projets africains, relancer le secteur privé africain heurté de plein fouet et aider les PME innovantes à gérer l'urgence mais aussi pour commencer dès à présent à construire l'économie africaine de demain ?

Audition de **Mohamed AMARA**, docteur en sociologie, enseignant-chercheur à l'Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, chercheur au Centre Max Weber de l'Université Lyon 2.

Des interventions et des témoignages se succéderont par thème. Elles seront animées par **Roland PORTELLA**, président de la CADE, **Elocadi EBAKISSE**, vice-présidente du Forum des diasporas et par **Christine HOLZBAUER**, journaliste et reporter.

1^{er} thème. Electrifier l’Afrique pour produire et se nourrir

L’Afrique aura besoin de toutes ses sources énergétiques pour produire, transformer ses matières premières (mines et agriculture), se nourrir, et répondre de manières adaptées aux besoins des secteurs industriels et des territoires. Quelle est la stratégie de l’Afrique de l’Ouest pour réaliser son interconnexion et soutenir les projets décentralisés d’électrification ? L’Union européenne a tendance à imposer ses modèles avec une priorité aux ENR et à l’efficacité. Au contraire, et au regard des effets pervers que cette stratégie crée en Europe, ne doit-elle pas soutenir l’Afrique dans la construction d’un mix diversifié utilisant tous ses atouts (y compris l’uranium ?) et le financement d’établissements pour la formation des ouvriers, techniciens et ingénieurs ? Comment organiser une mobilité positive pour le transfert de technologies et la formation des compétences ?

Avec **Isabelle LEBOUCHER**, Directrice Marketing, Direction du Développement - Direction Ingénierie & Projets Nouveau Nucléaire, EDF, **Francis SEMPORE**, conseiller du Directeur général de 2iE, secrétaire général d’EURAFRIQUE 21 et **Mansour TOURE-TIA**, directeur général de la centrale électrique de Kékéli Efficient Power à Lomé, ERANOVE

2^{ème} thème. L’accès des jeunes à l’éducation et à la formation professionnelle

Dans le contexte de la crise et du confinement, la fermeture des écoles a entraîné la mise en place d’un enseignement à distance mais les écarts de niveaux se sont creusés entre les élèves qui ont eu un accès facile aux outils informatiques et ceux qui, pour des raisons techniques, financières, ou liées à un environnement peu favorable, ont eu des difficultés à y accéder. C’est encore plus vrai en Afrique de l’Ouest, où les taux de scolarisation sont bas partout¹⁸ et où de nombreux territoires ne sont pas connectés. Comment combattre l’augmentation des inégalités scolaires générée par la situation sanitaire ? Peut-on généraliser l’utilisation du numérique éducatif alors qu’on n’en maîtrise pas les contenus ? Des millions de jeunes entrent chaque année sur le marché du travail, et dans le contexte de récession que nous traversons, la question de l’emploi des jeunes et de leur employabilité reste un défi majeur en Europe et en Afrique. Comment

¹⁸ 42% au Bénin, 39% en Côte d’Ivoire, 56% au Ghana, 30% au Mali, 20% au Niger...

favoriser leur insertion professionnelle et sociale ? Ne faut-il pas axer les systèmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) formels et informels sur le développement des compétences pour l'emploi et la capacité d'entreprendre ?

Avec **Etienne CRAYE**, directeur général d'ESIGELEC, président d'UGEI, **Deffa KA**, directrice générale du cabinet de recrutement et ressources humaines FED AFRICA, **Hermann KOUASSI**, président d'Incub'Ivoir

3^{ème} thème. Santé : l'investissement dans les infrastructures et la formation

Le Covid-19 est-il une opportunité pour redéfinir les priorités en recentrant les objectifs de développement sur la vie humaine ? Ne faut-il pas apporter une attention toute particulière à ceux qui sont les plus vulnérables en assurant partout une couverture santé universelle (CSU) ? Comment articuler l'investissement dans les infrastructures de santé et la formation du personnel soignant en Afrique de l'Ouest pour faire face à la crise sanitaire et aux pandémies qui touchent les populations ? La Chine est très présente dans le soutien aux systèmes de santé en Afrique : comment organiser une mobilité positive avec l'Europe pour favoriser les transferts de compétences et le développement des coopérations dans la recherche et le traitement des maladies ?

Avec : **Robert HUE**, président de Drep.Afrique, **Francine NTOUMI**, professeur en biologie moléculaire à Pointe Noire, **Nicolas SUREAU**, directeur projets environnement et industrie à l'international, Eiffage Travaux publics

La conférence sera suivie d'une séance de cinéma – le jour même à 18 heures au Studio des Ursulines (Paris V) - avec la projection du film « **Malaria Business** » de **Bernard CRUTZEN**, avec la participation de **Lucile CORNET-VERNET**, fondatrice « La Maison de l'Artémisia » (23 associations dans le monde).

En racontant l'histoire de l'Artemisia, le réalisateur rend hommage à ceux qui luttent contre le paludisme depuis cinquante ans et se battent pour que cette plante soit largement diffusée. En 2017, la maladie continue de tuer un enfant toutes les deux minutes, le parasite qui la provoque devient résistant aux

médicaments, les moustiques contournent les moustiquaires, et le vaccin promis pour 2018 s'avère décevant. Pendant ce temps, des chercheurs africains, américains et européens révèlent qu'une simple tisane d'Artemisia peut prévenir et soigner le paludisme. Utilisée depuis deux millénaires en Chine, cette plante est pourtant déconseillée par l'OMS et interdite en France et Belgique.